



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI

De mi-février à mars 2014

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Haïti-Élections: Environ 45 millions de dollars US pour organiser les élections, selon le PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui s'est impliqué dans l'organisation des élections dans le pays depuis 2006 (gestion des contributions financières...), a réitéré son engagement de contribuer au renforcement du processus, en mettant en place le projet: appui au processus électoral en Haïti 2013/2014, a appris Haiti Press Network.

Le projet, d'envergure nationale, qui doit être exécuté, au cours de la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2014, vise à renforcer les capacités professionnelles du CEP, comme organisme électoral permanent, et appuyer l'organisation des élections législatives, municipales et locales 2014.

La directrice principale du PNUD en Haïti, Sophie de Caen, a fait ce rappel, le 18 mars, lors de la signature d'un accord de 5 cinq millions d'euros, contribution de l'Union européenne pour la réalisation des élections. « Le renforcement des capacités institutionnelles du CEP ; le renforcement des capacités institutionnelles de l'Office national d'identification (ONI) et l'opération électorale 2014 », sont les trois points clés du projet. Lequel projet nécessite 45, 280, 000 dollars américains. De ce montant, le PNUD a déjà collecté auprès des bailleurs de fonds près de 25 millions de dollars. « Le Gouvernement haïtien a déjà contribué à hauteur de 10, 300, 653 dollars américains sur un montant de 14, 583, 801 dollars US promis », a précisé à HPN Roly Davila, conseillère technique du projet.

L'USAID a, pour sa part, versé les 6, 500, 000 dollars US promis. Le Brésil et l'UE ont aussi honoré intégralement leur promesse en versant au PNUD, respectivement 1, 000, 000 dollars US et 6, 839, 945 dollars US. A date, le Canada (5, 385, 996 dollars US) et le Mexique (300, 000 dollars US) n'ont pas encore fait de décaissement. Le Japon, lui, a fait des promesses, mais le montant n'a pas été révélé et n'a pas encore fait de décaissement.

Selon Roly Davila, le budget était élaboré au sein d'un groupe technique intégré par le CEP, le projet "elections" du PNUD et la section électorale de la Minustah. « Nous avons utilisé le budget électoral précédent, les recommandations des différentes parties prenantes, les estimations de population et certaines améliorations aux niveaux technique/opérationnel identifiées lors du processus électoral précédent. »

Du premier janvier au 31 décembre 2013, le Programme des Nations Unies pour le développement a utilisé, dans l'exécution de plusieurs projets, 902, 113 dollars US.

Sophie de Caen a précisé qu'« à travers ce projet, le Programme des Nations Unies pour le développement s'engage à faire une [bonne] utilisation et une gestion transparente des ressources financières émanant des contributions des bailleurs : le Gouvernement haïtien, l'Union européenne, l'USAID, le Canada, le Brésil, le Mexique et le Japon. »

<http://hpnhaiti.com/site/index.php/nouvelles/18-elections-2010/12093-haiti-elections-environ-45-us-seraient-indispensables-pour-organiser-les-elections-selon-le-pnud>

Haïti - Justice : Vers une meilleure organisation et un fonctionnement plus efficace du CSPJ

24/03/14: Plus d'un an après l'installation des membres du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) en tant qu'organe d'administration, de contrôle, de discipline et de délibération de ce pouvoir, Me Anel Alexis Joseph, Président du CSPJ, a clôturé la semaine écoulée, en présence de Javier Niño Pérez, l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Haïti et Aboubacar Touré, le Directeur adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un Atelier de travail sur le diagnostic institutionnel et le développement des capacités du CSPJ, pour une meilleure organisation et un fonctionnement plus efficace.

L'enjeu était de développer une vision stratégique, de renforcer les structures administratives du Conseil Supérieur et d'améliorer le fonctionnement des Cours et Tribunaux de la République. À l'issue de cet atelier, une feuille de route a été adoptée, qui trace les perspectives des activités prioritaires à court, moyen et long terme.

A la clôture de l'atelier, Javier Nino Pérez a déclaré « Pour l'UE il est essentiel que le CSPJ, en tant que pilier du système judiciaire et de l'État de Droit en Haïti, soit dans les meilleures conditions, pour remplir au mieux et au plus vite son rôle. Je me réjouis de la qualité du travail de l'atelier et de l'adhésion forte de l'ensemble du CSPJ à la consolidation de l'organisation [...] L'appui de l'Union européenne se réalise en partenariat avec le PNUD qui dispose d'une expertise et d'une expérience forte dans l'appui à la justice. Notre action vise à soutenir le CSPJ, mais s'inscrit dans le respect le plus total de la souveraineté de cette institution. »

Cet atelier fait partie intégrante d'un projet de coopération entre le CSPJ, l'UE et le PNUD qui se déploie sur 12 mois. Spécifiquement, cette coopération permettra de développer les capacités stratégiques et d'actions de cette jeune institution. Ce renforcement vise non seulement à parfaire l'organisation et le fonctionnement du CSPJ, mais également à améliorer le fonctionnement et le contrôle régulier des Cours et Tribunaux pour favoriser l'accès à la justice des citoyens haïtiens.

L'assistance et les savoir-faire techniques de l'Union Européenne et du PNUD, permettent de mobiliser une équipe pluridisciplinaire, qui fournit une expertise pour initier et accompagner le renforcement des capacités et s'assurer que le processus porte fruits.

Pour sa part, Aboubacar Touré a déclaré « Je félicite les membres du CSPJ et le personnel de l'Administration, qui poursuivent avec énergie et enthousiasme, ce processus de développement des capacités. Cette volonté de se doter d'une vision stratégique et de répondre à ses propres défis aura un effet positif tant sur l'institution que sur la population Haïtienne tout entière. ».

<http://www.haitilibre.com/article-10787-haiti-justice-vers-une-meilleure-organisation-et-un-fonctionnement-plus-efficace-du-cspj.html>

Lancement des campagnes de plaidoyer sur l'équité de genre et l'accès au droit d'identité

24/03/14: Le consortium des organisations Mouvman Peyzan Papay (MPP), Groupe de Volontariat Civil (GVC) et Solidarité Fanm Ayisyen (SOFA), dans le cadre du Projet « Territoire et Citoyenneté : projet de renforcement des Organisations de la Société Civile (OSB) et d'appui à leur participation active pour le développement local durable », informe le public et la presse que, le vendredi 28 mars 2014 à compter de 10am, au Centre Lakay de la localité de Papaye-Hinche, se tiendra l'évènement de lancement des campagnes de plaidoyer, sur l'équité de genre et l'accès au droit d'identité.

L'intervention, démarrée en juin 2013, et ciblant les 12 communes du Département du Centre, promeut un processus et d'inclusion de la population rurale, à travers le renforcement des organisations de base au niveau de gestion, organisation et plaidoyer, dialogue interinstitutionnel et interaction avec les décideurs publics, pour la construction participative des politiques de développement en coordination avec les autorités locales.

Dans ce cadre, deux campagnes de plaidoyer visant l'inclusion sociale des groupes vulnérables, seront entreprises par les OSB à travers une action capillaire conduite dans les 35 sections communales du département. La campagne sur l'équité de genre revendique la participation des femmes dans les structures de direction des organisations de base ainsi que dans les milieux publics et communautaires de concertation, dans une société où les femmes doivent faire face à plusieurs barrières pour jouer un rôle actif dans la construction et le monitoring des politiques publiques. La campagne sur le droit d'identité, réclame l'extension de l'accès aux documents d'identité en faveur de la population rurale, dont la majorité subit le manque de documents d'identité.

Le projet, d'un montant total 32.133.854,80 HTG, fait partie du Programme Parsch, mis en œuvre par le Bureau de l'Ordonnateur National (BonFed) et financé par l'Union Européenne, et s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union Européenne visant le renforcement de la société civile haïtienne.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?breve1036>

Haïti-Élections: Cinq millions d'euros, de l'UE, pour le processus électoral 2014

21/03/14: Dans la perspective de supporter les prochaines compétitions électorales prévues cette année dans le pays, l'Union européenne (UE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont signé, mardi, un accord de cinq millions d'euros, a observé Haiti Press Network.

Javier Nino Perez, ambassadeur de l'UE en Haïti, et Sophie de Caen, directrice principale du PNUD en Haïti, ont paraphé, en présence de la presse, une convention de cinq millions d'euros pour appuyer les élections dans le pays.

Ce montant, alloué par l'Union européenne au fonds comme (basket fund) – qui est alimenté aussi par d'autres bailleurs –, sera géré par le Programme des Nations Unies pour le développement. «Par ce fonds, l'Union européenne s'engage à nouveau à contribuer au renforcement de la démocratie en Haïti en encourageant le processus électoral, que l'UE a déjà supporté dans le pays », a déclaré l'ambassadeur Javier Nino Perez. Pour lui, avec l'accord politique, qui est en phase de conclusion dans le cadre du dialogue politique et institutionnel inter Haïtien, une étape importante est en passe d'être franchie vers l'organisation des élections législatives et territoriales.

La directrice principale du PNUD en Haïti a noté des avancées importantes qui se font dans le processus électoral. « Cette collaboration entre l'UE et le PNUD a pour objectif d'assurer l'appropriation nationale de l'organisation des élections et de contribuer aux efforts du

gouvernement pour garantir aux Haïtiens le respect du droit de vote, la liberté d'expression et des droits humains », a fait savoir Sophie de Caen.

La coopération entre l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le développement, selon leurs représentants, permettra de développer les capacités de la structure technique en charge de l'administration électorale.

Les cinq millions d'euros contribueront au renforcement [technique] de l'institution électorale et font de l'Union européenne un des partenaires directs du PNUD dans le cadre des prochaines compétitions électorales, prévues en 2014 dans le pays. Le conseiller en charge du suivi du CEP à la Primature, Noël Laguerre, qui est un ancien observateur national électorale, a assisté à la signature de l'accord dans les locaux du PNUD.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/nouvelles/18-elections-2010/12070-haiti-elections-cinq-millions-deuros-de-lue-pour-le-processus-electoral-2014>

Haïti - Élections : 45 millions de dollars estimés pour les prochaines élections

20/03/14: Mardi Javier Niño Perez, l'Ambassadeur de l'Union Européenne (UE) en Haïti, et Sophie de Caen la Directrice principale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont signé une convention pour appuyer les élections en Haïti. À travers cet accord, l'UE alloue 5 millions d'euros au fonds commun géré par le PNUD et qui est également alimenté par d'autres bailleurs de fonds.

Dans son intervention, l'Ambassadeur, Javier Nino Pérez a déclaré « [...] Aujourd'hui, l'UE, en partenariat avec le PNUD, concrétise sa promesse d'être au côté du pays et à le soutenir dans ce processus électoral et au-delà, dans sa dynamique de consolidation démocratique.» « Cette collaboration a aussi pour objectif d'assurer l'appropriation nationale de l'organisation des élections et de contribuer aux efforts du gouvernement pour garantir aux haïtiens le respect du droit à voter, la liberté d'expression et des droits humains », a ajouté la Directrice principale du PNUD Sophie de Caen. Haïti a besoin de 45 millions de dollars (budget estimé par le PNUD) pour l'organisation des élections (2/3 du Sénat, députés et collectivités territoriales), dont 42 millions pour les opérations électorales [dont entre autres : l'enregistrement de 6 millions d'électeurs, l'achat de 42 millions de bulletins de vote, l'installation de plus de 1,800 centres de vote, 13,500 bureaux de vote et le déploiement de 50,000 employés sur le territoire national].

Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds ont déjà contribué au fonds communs à hauteur de 30 millions de dollars (Haïti : 10 millions ; « l'Agence américaine pour le développement international » (USAID) : 6.5 millions ; le Canada 5 millions ; l'UE 5 millions d'euros ; le Brésil : 1 million.] Le Mexique, fournira une contribution technique et le PNUD est en négociation avec le Japon. Rappelons que le CTCEP avait estimé le coût des élections (1/3 du Sénat et les collectivités territoriales) à 43 millions de dollars.

<http://www.haitilibre.com/article-10755-haiti-elections-45-millions-de-dollars-estimes-pour-les-prochaines-elections.html>

L'UE et le Pnud saluent la signature de l'accord



Le chef de la délégation de l'Union Européenne, Javier Nino juge que la signature par les acteurs politiques de l'accord résultant du dialogue inter haïtien constitue un pas dans la bonne direction. Cet accord a permis à des acteurs de trouver une entente sur des questions essentielles ce qui est un pas vers la tenue des élections, a insisté M. Perez. Le représentant de l'UE se dit satisfait que le processus de dialogue ait été réalisé uniquement par des acteurs haïtiens. Nous considérons tous les dossiers relatifs à la politique comme des thèmes liés à la souveraineté d'Haïti, a martelé l'ambassadeur Perez qui dit comprendre la complexité de l'organisation d'élections législatives et locales.

En ce sens le représentant de l'UE s'est gardé de faire des commentaires sur les conclusions de l'accord d'El Rancho rappelant que le rôle de la communauté internationale est d'accompagner les acteurs dans le processus de dialogue. La représentante du Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud), Sophie De Caen, se réjouit également de la signature de l'accord par les représentants de l'Exécutif, du Législatif et des partis politiques. C'est avec grand plaisir que j'ai appris la signature de l'accord et je suis convaincu qu'un pas a été franchi dans la bonne direction, déclare Mme De Caen souhaitant la poursuite du dialogue afin de favoriser l'organisation des élections au cours de cette année. Les discussions ne sont pas finalisées mais c'est un pas en avant, a insisté Mme De Caen rappelant que les assises avaient été ouvertes à tous les acteurs.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23810

L'Union européenne en appui au milieu rural haïtien

L'Union européenne a investi plusieurs millions d'euros dans le milieu rural haïtien au cours de l'année 2013. Plusieurs dizaines d'associations paysannes ont en effet bénéficié de l'apport de cette organisation. Les activités financées dans le cadre de cette coopération sont de nature à améliorer la sécurité alimentaire de la population.

11/03/14: L'appui de l'Union européenne est d'une importance capitale pour le milieu rural haïtien. Il permet, selon le chargé des Affaires politiques de l'institution, Raphaël Brigandi, d'aider le cultivateur haïtien à améliorer sa productivité et d'augmenter la disponibilité de la nourriture en quantité et en qualité suffisantes. L'apport de l'UE est considérable dans des filières importantes et génératrices d'emplois. Le secteur primaire, dans son ensemble, est touché dans le cadre de cette coopération. Ainsi dans les différents départements géographiques du pays, plusieurs millions d'euros ont été investis dans des organisations paysannes. Ce secteur, selon M. Brigandi, figure parmi les priorités de la coopération avec Haïti. Il est indispensable, poursuit-il, de renforcer la capacité de production des travailleurs de ce secteur afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population. Le projet de revalorisation de certaines filières fruitières figure parmi les priorités de l'organisation.

Dans cet ordre d'idées, dans le département du Centre, plusieurs associations productrices de mangues francisques ont bénéficié du support de l'Union européenne. Elle a appuyé environ 10 200 producteurs membres d'associations locales ainsi que le développement des ateliers de

transformation de fruits dans cette partie du pays. Rien que dans ce domaine, 1.4 million d'euros ont été injectés au cours de l'année dernière. Les activités entreprises visent, entre autres, l'amélioration de la sécurité alimentaire qui constitue un enjeu central pour le développement d'Haïti et le bien-être de sa population. Ainsi, l'institution a accordé une enveloppe de 1.5 million d'euros à des associations paysannes de l'arrondissement de la Gonâve en vue du renforcement de la filière pêche. Dans cette contrée, cette activité constitue l'une des principales sources de revenu de la population. Six cents pêcheurs faisant partie de seize associations ont bénéficié d'un tel apport. L'aménagement des bassins versants est l'une des préoccupations majeures du pays. Plus de 80% des bassins versants du pays sont fortement dégradés ou en cours de dégradation très rapide. Il est, selon plus d'un, indispensable que des réponses ponctuelles soient apportées dans ce domaine.

Cette situation a occasionné de fréquentes inondations dans le pays, un épuisement ou une disparition des facteurs de base de la production agricole avec des effets néfastes sur les infrastructures de production en aval. Cela constitue un handicap de premier rang pour tous les groupes socio-économiques d'Haïti. Renforcer la capacité des cultivateurs implique aussi d'aménager les bassins versants. A ce point, quatre départements du pays sont pris en compte dans le cadre de la coopération entre l'Union européenne et Haïti. L'expérience a montré que, dans ce volet, les travaux doivent être orientés vers des actions qui visent le développement local dans son intégralité. Ainsi, une enveloppe de 10.2 millions d'euros est décaissée pour ce secteur dans les départements du Nord, de l'Artibonite, du Centre et du Sud-Est. L'Union européenne se donne aussi pour tâche d'améliorer l'accès au crédit à des milliers de paysans. Jusqu'ici, le montant annuel moyen des prêts à la production agricole distribué par les institutions financières est largement inférieur à la demande. Onze caisses populaires du pays ont, à cet effet, reçu le support de l'UE. Plus de deux millions d'euros sont injectés dans ce secteur pour améliorer l'accès des cultivateurs au microcrédit afin d'augmenter la production agricole.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/128401/LUnion-europeenne-en-appui-au-milieu-rural-haitien.html>

Les réalisations de l'administration présentées au Président du Conseil Européen

3/03/14: Port-au-Prince. Lundi 3 mars 2014. CCN. Le Président de la République, S.E.M. Michel Joseph Martelly, dans le cadre de sa tournée européenne, a eu, à Bruxelles, le mardi 25 février 2014, une importante réunion de travail avec le Président du Conseil Européen, M. Herman Van Rompuy, sur le dossier haïtien.

Cette séance était l'occasion pour le Président Martelly de remercier l'Union Européenne pour son accompagnement à Haïti, particulièrement après le séisme dévastateur de 2010 et de présenter le tableau des réalisations de son Administration dans certains domaines clés.

Le Chef de l'Etat a notamment insisté sur le nombre d'enfants scolarisés dans le cadre du PSUGO et des programmes novateurs d'accompagnement social. Il a aussi fait état de la relocalisation de 1.3 million de sinistrés du tremblement de terre, des avancées réalisées dans les domaines de la sécurité, du respect de la liberté de la presse et des investissements étrangers, de l'économie, de la lutte contre la corruption, etc.

Le Président de la République en a profité pour remercier les pays de l'UE pour leur appui budgétaire de 112 millions d'euros à Haïti. Il a également réitéré son appel à l'investissement de capitaux massifs étrangers en Haïti, condition *sine qua non* de création d'emplois et de relèvement du niveau de vie des Haïtiens. « *Haïti veut se tenir debout aujourd'hui avec le support de ses amis, mais ne veut pas rester dans l'assistanat* », a clairement fait savoir le Président de la République au Patron de l'Union Européenne.

Le Président de l'UE, très élogieux à l'égard du Chef de l'Etat, a exprimé sa totale satisfaction eu égard aux progrès visibles réalisés en Haïti depuis la prise en charge du pays par l'Administration

Martelly. M. Herman Van Rompuy, qui a félicité le Président Michel Joseph Martelly pour son leadership, a réaffirmé la volonté de l'institution régionale d'accompagner Haïti sur la voie du changement et du développement durable. Il a par ailleurs promis une enveloppe de 5 millions d'euros à l'organisation des prochaines élections.

<http://www.caraibcreolenews.com/news,hay-ti,1,4433,03-03-2014-hay-ti-les-ry-alisations-de-l-administration-pry-senty-es-au-pry-sident-du-conseil-europy-en.html>

Martelly poursuit son périple européen

24/02/14: Le chef de l'Etat haïtien, Michel Martelly, poursuit ce lundi 24 février 2014 sa visite officielle dans trois pays européens. Ce lundi le président Martelly participera à une audience pontificale au Vatican lors d'une rencontre entre le Pape François et les membres de la famille du cardinal Langlois. Le 25 février le président haïtien se rendra en Belgique où il aura des entretiens avec le roi Philippe et le Premier Ministre. Durant son passage en Belgique, M. Martelly aura des séances de travail avec les membres de l'Union européenne.

Il avait assisté hier dimanche à la messe pontificale célébrée par les 19 nouveaux cardinaux dont l'haïtien, Chibly Langlois. Vendredi le président Martelly avait eu une rencontre en tête à tête avec le président français, François Hollande. Les deux hommes avaient convenu d'œuvrer afin de renforcer la coopération Franco-haïtienne. La nécessité d'encourager les investissements étrangers en Haïti était au centre de cette rencontre. M. Martelly souhaite que des "entreprises françaises s'installent en Haïti, afin de profiter des multiples opportunités d'affaires qu'offre le pays et ainsi créer des emplois et de la richesse" Martelly assure que les haïtiens veulent prendre leur destin en main. De son côté, le président Hollande a encouragé les entrepreneurs français à participer aux appels d'offre lancé en Haïti. Il a exprimé sa ferme détermination à accompagner Haïti dans l'organisation des prochaines élections.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23655

Haïti: l'UE va contribuer à hauteur de cinq millions d'euros à la préparation des élections

26/02/14: L'Union européenne va contribuer à hauteur de cinq millions d'euros à la préparation des élections prévues cette année en Haïti, a annoncé le président du Conseil européen Herman Van Rompuy en recevant à Bruxelles le président haïtien Michel Martelly. Cet argent servira à couvrir «les coûts électoraux» et «d'autres mesures de soutien sont également en cours de considération», a ajouté M. Van Rompuy. Des élections législatives et municipales pourraient avoir lieu cette année à la suite d'un accord conclu récemment sous l'égide de l'Eglise catholique haïtienne entre l'exécutif, le Parlement et des partis politiques haïtiens. Aucune date n'a cependant encore été fixée pour la tenue des élections.

<http://www.sudinfo.be/945141/article/actualite/l-info-en-continu/2014-02-25/haiti-l-ue-va-contribuer-a-hauteur-de-cinq-millions-d-euros-a-la-preparati>

L'UE promet 5 millions d'euros pour la tenue des prochaines élections

26/02/14: Lors de sa tournée officielle en Europe, le chef de l'Etat, Michel Martelly s'est entretenu avec le président du conseil européen, Herman Van Rompuy qui a promis de financer à hauteur de 5 millions d'euros, l'organisation des prochaines compétitions électorales.

L'Union Européenne est un partenaire solide et fiable d'Haïti, soutient Herman Van Rompuy rappelant que l'UE a des affinités historiques, culturelles et linguistiques avec Haïti. Michel Martelly de son côté, réitérant sa gratitude à l'UE pour le support donnée à Haïti suite au séisme du 12

janvier, a insisté sur le fait que le pays est aujourd'hui sur la voie du changement. Pour Michel Martelley, Haïti connaît une nouvelle dynamique avec notamment le nouveau programme de scolarisation qui a permis à plus d'un million d'enfants de se rendre à l'école. Le chef de l'Etat s'est félicité par ailleurs des divers progrès du pays depuis l'arrivée au pouvoir de son équipe notamment en matière de sécurité, de gestion des fonds publics ou du renforcement institutionnel.

La publication de la loi électorale de 2013 devrait permettre la tenue des prochaines joutes électorales, renchérit le Président Martelly. Soulignons toutefois que l'accord politique, à l'issue du dialogue inter haïtien sous la médiation du respecté cardinal Langlois, qui devrait permettre entre autres la tenue des élections cette année pour le renouvellement des deux tiers du sénat, la chambre des députés et les conseillers municipaux, est toujours dans l'impasse, à cause d'un bras de fer engagé entre le sénat et l'Exécutif autour de la publication des noms des juges de la cour supérieure des comptes et du contentieux administratif.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23695

Haiti-agriculture : Vers un développement économique durable en Haïti

26/02/14: PROMODEV a organisé le 5e briefing sur le développement en Haïti, ce Jeudi 27 Février 2014, à l'hôtel "Le Plaza" autour du thème "Le financement des chaînes de valeurs, une opportunité pour le développement économique d'Haïti.

En présence du ministre de l'Agriculture, des ressources Naturelles et du développement rural, M. Thomas Jacques, du chargé des affaires politiques de l'union européenne en Haïti, M. Raphaël Brigandi, du sénateur Jean Willy Jean Baptiste, les champions du concours meilleur talent de Télé Eclair ont fièrement interprété l'hymne national ouvrant cette session consacrée à l'Agriculture et au développement durable.

Par ailleurs, le Secrétaire de la PROMODEV, M. Talot Bertrand a qualifié de « devoir citoyen indispensable », le travail pour le développement durable. Aussi, a-t-il insisté sur l'établissement d'un partenariat fructueux entre les différents acteurs concernés pour un meilleur accompagnement des agriculteurs partout à travers le pays. A cet effet, la PROMODEV a annoncé, pour le 12 Mars prochain, le lancement d'un nouveau programme dénommé « Alo Ago », visant à apporter les supports nécessaires aux agriculteurs. Ce projet se réalisera en collaboration avec le ministère de l'Agriculture. Le représentant de l'union européenne, M. Raphaël Brigandi a Pour sa part, estimé que le développement des filières agricoles va permettre la mise en lumière des pistes de réflexion et des solutions qui puissent favoriser le développement économique en Haïti. Il a entre autre, salué le travail volontariste, comme l'a-t-il qualifié, du ministre de l'agriculture.

Quant au sénateur Jean baptiste, qui est président de la commission Agriculture et Environnement au sénat de la République, ce dialogue devra déboucher sur de nouvelles perspectives pour le bien être du pays. Rappelant que le sujet du développement agricole est au cœur des débats au Sénat, le parlementaire a indiqué que plusieurs propositions de lois sont déjà programmées pour faire le suivi de cet « important » dossier. Ente autres, Dans son discours de circonstance, le ministre Thomas Jacques, a salué et remercié la PROMODEV et le CTA pour cette « noble initiative » portant sur la sécurité alimentaire, qui est d'ailleurs une préoccupation pour l'Etat haïtien.

« Jamais il n'y a eu autant d'avancée en une si courte durée en ce qui concerne le développement agricole » s'est vanté le Ministre. En outre, les briefings sont financés par l'union européenne, qui, par le biais de son chargé d'affaires se dit satisfait de la qualité des échanges qu'il qualifie d'excellente.

Parallèlement, à l'occasion du premier anniversaire des briefings présentés en Haïti depuis 2013, les responsables de la PROMODEV ont décerné des plaques d'honneur et de mérite à l'économiste Kesnel Pharel et au journaliste animateur vedette de « Kalfou » sur Télé Ginen, M. Antony Pascal, alias "Konpè Filo", pour leur engagement dans la lutte pour le développement durable en Haïti. Ces derniers ont respectivement reçu « le prix de économiste engagé dans le développement durable en Haïti » et le « le prix du journaliste engagé dans la communication et la vulgarisation ». Rappelons que PROMODEV est une organisation de la société civile engagée dans le développement durable en Haïti.

<http://hpnhaiti.com/site/index.php/societe/11913-haiti-developpement-vers-le-developpement-economique-durable-en-haiti>

Un programme novateur pour le développement local à Hinche

Le Conseil d'Administration de la Section communale Aguahedionde (rive droite), l'association "Force pour le développement social du Centre" (FODESC), l'Union Européenne (UE) et leurs partenaires locaux donnent le coup d'envoi, ce vendredi 14 mars 2014, au projet Renforcement du dialogue entre la société civile et les autorités locales pour le développement d'Aguahedionde (rive droite de la rivière Guayamouc).

Le projet permettra d'accompagner et de renforcer les capacités institutionnelles de l'administration locale dans l'offre de services de base et dans la mise en œuvre, de concert avec la société civile encadrée, des projets prioritaires du Plan de développement de la section communale (PDSC-Aguahedionde) et du Plan d'investissement communal (PIC-Hinche), dans la perspective d'une croissance équitable de la collectivité territoriale.

Le projet est financé par l'Union Européenne et sera mis en œuvre sur une période de 26 mois par la "Force pour le développement social du Centre" (FODESC) en partenariat avec des organisations locales. Le but, comme le souligne l'UE, est de faciliter la participation des autorités locales au processus d'élaboration des politiques et d'améliorer leurs aptitudes à acheminer des services de base aux populations les plus pauvres en vue de la réduction de la pauvreté dans le contexte du développement durable. Le projet sera mis en œuvre à Aguahedionde, la 3e section de la commune de Hinche, une zone à vocation agricole, au bénéfice d'une population d'environ 21.000 habitants (IHSI, 2009) répartis dans 53 localités et 93 habitations.

"Il s'agit, plus particulièrement, de mettre en place un dispositif viable facilitant la concertation pour le développement local soutenable entre les autorités locales et les organisations communautaires de base (OCB) de la 3e section communale d'Aguahedionde (rive droite)", nous informe un communiqué de presse de la FODESC. Le Conseil de développement de la section communale (CDSC), le Conseil d'administration de la section communale (CASEC), les membres de l'Assemblée de la section communale (ASEC), les Organisations communautaires de base (OCB) et la population de la 3e section Aguahedionde (rive droite), sont les groupes ciblés par le projet.

Les bénéficiaires finaux sont les usagers des services de base fournis par l'exécution du Plan de développement de la section communale et, d'une façon générale, les habitants des diverses localités d'Aguahedionde. Ce programme thématique, d'après l'Union Européenne, reconnaît "le rôle très important que les acteurs non étatiques et les autorités locales devraient jouer dans toute politique et stratégie de développement national".

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23777

Haïti: l'Europe débloque 5 millions d'euros pour les élections



Avec 3 ans de retard, le processus pour élire sénateurs, députés et élus locaux a débuté en Haïti. Les pouvoirs exécutif et législatif ont signé, vendredi dernier, un accord qui ouvre le dialogue pour la tenue d'élections d'ici la fin 2014. Ce mardi, l'Union européenne a officialisé son soutien au processus électoral, via un don de 5 millions d'euros.

*Avec notre correspondante à Haïti, **Amélie Baron***

Organiser des élections pour les deux tiers du Sénat, l'ensemble des députés et pour plus de 1 300 élus locaux devrait coûter plus de 30 millions d'euros. Un tiers de la facture doit être pris en charge par l'Etat haïtien. L'aide des bailleurs internationaux est donc indispensable. Avec ce don de 5 millions d'euros, l'Union européenne est le principal soutien aux autorités. Pour l'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti, Javier Nino Perez, ce rôle est logique : « *Si les autorités haïtiennes ressentaient un besoin que l'Union européenne fournisse un autre type d'appuis, je pense notamment aux observateurs électoraux, nous serons bien évidemment à l'écoute.* »

Implication haïtienne déterminante

Mais, il rappelle l'importance de l'implication des autorités haïtiennes pour l'organisation de cette échéance politique. « *Il faut que ce soit les Haïtiens eux-mêmes qui mettent en place le processus. Et nous, communauté internationale, on se place dans une perspective d'accompagnement et d'écoute.* » L'objectif à long terme est qu'Haïti assume financièrement ses élections. Mais cette année, l'urgence est avant tout que les partis politiques dominants acceptent de dialoguer avec le pouvoir exécutif. Et il faudra aussi mobiliser les 6 millions d'électeurs. Lors des dernières élections en 2010, moins d'un tiers avaient pris la peine d'aller voter.

http://www.rfi.fr/ameriques/20140318-financement-europeen-5-millions-euros-elections-haiti/#./?&_suid=139577602090404628686434337696

Van Rompuy salue les progrès réalisés par l'administration Martelly

Le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy s'est entretenu hier avec le chef de l'Etat haïtien, Michel Martelly. M. Van Rompuy s'est engagé à poursuivre le dialogue politique structuré UE – Haïti lancé en décembre dernier. Il croit que ce dialogue permettra d'accompagner sur un niveau politique les efforts pour un développement économique durable.

Les discussions ont également portées sur la nécessité de garantir un climat politique stable et

constructif pour que les réformes nécessaires puissent être mises en œuvre Un effort soutenu de tous les partis restent indispensable pour permettre la tenue de bonnes élections législatives, a laissé entendre M. Van Rompuy qui a salué les progrès dans le dialogue inter haïtien.

Dans la foulée l'UE annonce une contribution de 5 millions d'euros pour la réalisation des prochaines joutes. Le Président du Conseil européen s'est réjoui des progrès dans l'effort humanitaire post séisme. Le gouvernement a pu avec l'aide de l'UE et de la Communauté internationale surmonter les urgences humanitaires les plus pressants, a expliqué M. Van Rompuy tout en appelant à respecter les droits des personnes vulnérables toujours regroupées dans les centres d'hébergement.

Le président Martelly et le président Van Rumpuy ont également abordé le dossier de la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Le président haïtien a réitéré la détermination de son administration à adresser ce problème Le Président du Conseil européen a assuré que l'UE restera aux cotés du gouvernement haïtien et soutiendra les efforts de garantir un avenir meilleur au peuple haïtien.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=23691

En Belgique, Martelly met fin à sa tournée en Europe

Le président Michel Martelly a mis fin mardi soir, au son de ses compositions, à une tournée européenne qui l'a conduit successivement à Paris, à Rome, au Vatican et à Bruxelles.

25/02/14: Devant près de deux cents personnes du Benelux, Haïtiens et amis d'Haïti, le président a renouvelé l'invitation faite à toute la diaspora de revenir investir en Haïti. Récitant les bons chiffres macro-économiques et les statistiques sur la sécurité ou la liberté de la presse, Michel Martelly s'est félicité des efforts de son administration et du gouvernement en place. Pendant toute la journée de mardi, le président, pour son dernier jour en Europe, a multiplié les visites d'un bout à l'autre de Bruxelles, allant jusqu'à Namur à 80 kilomètres de la capitale belge. Tout a commencé avec deux réunions de travail, l'une avec le ministre-président de la Wallonie et de la fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte, l'autre avec le président du Conseil européen, Hernan Van Rompuy.

A l'issue de son tête-à-tête avec le président Martelly, le président du Conseil européen a dit son plaisir de souhaiter la bienvenue au président haïtien, Michel Martelly, à Bruxelles. « La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, nous étions fin 2012. C'était la première visite d'un chef d'Etat haïtien aux institutions européennes. Déjà à cette occasion, j'ai souligné que l'Union européenne est un partenaire fiable et solide d'Haïti, pays auquel nous sommes attachés par des liens historiques, linguistiques et culturels. Entre-temps, nous avons poursuivi l'approfondissement de nos relations et l'Union a maintenu son appui au processus de réforme entrepris par Haïti. Je me réjouis du fait que nous ayons pu lancer le dialogue politique structuré Union européenne-Haïti en décembre dernier. Ce dialogue nous permettra d'accompagner au niveau politique les efforts pour un développement socio-économique durable. »

Dans la deuxième partie de sa déclaration lue en présence des journalistes haïtiens et ceux accrédités auprès du Conseil européen, M. Van Rompuy a déclaré : « Nous avons aussi discuté de la nécessité de garantir un climat politique stable et constructif afin que les réformes nécessaires puissent être mises en œuvre. Un effort soutenu de toutes les parties reste indispensable pour permettre une bonne organisation des élections parlementaires en automne. Dans ce contexte, je voudrais féliciter le président pour les avancées dans le "dialogue interhaïtien". L'Union européenne est, de son côté, prête à soutenir la préparation des élections et contribuera à hauteur de 5 millions d'euros au trustfund géré par les Nations Unies pour couvrir les coûts électoraux. D'autres mesures d'appui sont également en cours de considération. » M. Rompuy a annoncé sa visite à Port-au-Prince en juillet prochain. A 3 heures de l'après-midi, heure de Belgique, le président Michel Martelly a eu un entretien avec Philippe, le roi des Belges. La rencontre, qui s'est déroulée à huit

clos n'a fait l'objet de déclaration d'aucune des deux parties. Après le roi, le président a rendu visite à la présidente du Sénat, la Baronne Sabine de Bethume. Avant de rejoindre la communauté haïtienne et les amis d'Haïti à la salle de réception de The Hotel, le président Martelly s'est rendu à Namur où il a été reçu avec les honneurs et a été décoré par les autorités de la ville.

Le plus grand acquis de la visite en Belgique, en plus du fait de raviver les contacts dans la capitale belge, où le président Martelly s'était déjà rendu, a été le message passé à travers la presse. Radios, télévisions et journaux ont interviewé le chef de l'Etat qui a vendu l'image d'une Haïti renaissante qui ne quémante plus mais recherche des partenaires.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/128020/En-Belgique-Martelly-met-fin-a-sa-tournee-en-Europe.html>

Le président Martelly rencontre le président du Conseil européen: l'UE promet 5 millions d'euros à Haïti pour l'organisation des prochaines élections

25/02/14: Le président Michel Martelly s'est entretenu ce mardi à Bruxelles, avec le président du Conseil européen, Hernan Van Rompuy qui a promis que l'UE contribuera à hauteur de 5 millions d'euros pour l'organisation des prochaines élections en Haïti annoncées pour octobre 2014.

Le chef de l'Etat est à la dernière étape de sa tournée européenne au cours de laquelle, il a rencontré à Paris plusieurs personnalités dont le président François Hollande et au Vatican, le pape François qui l'a reçu lundi en audience privée. Il avait participé samedi au Vatican à la cérémonie de création de 19 nouveaux cardinaux dont l'Evêque haïtien, Mgr Chibly Langlois. Lors de sa rencontre mardi en Belgique, avec M. Hernan Van Rompuy, ce dernier a indiqué que l'UE est prête à soutenir la préparation des élections et de contribuer à hauteur de 5 millions d'euros en fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONU" de l'élection.

Il a rappelé que l'UE est un " partenaire solide et fiable " d'Haïti, un pays avec lequel elle a des liens historiques, culturels et linguistiques. Pour sa part, Martelly qui devait également rencontrer le roi Philippe a réitéré sa gratitude à l'Union européenne pour l'aide fournie à son pays après le tremblement de terre. Il a déclaré que son administration est en train d'insuffler une nouvelle dynamique au pays, avec notamment, a-t-il dit, le nouveau programme de scolarisation qui a permis à 1,4 millions d'enfants d'aller à l'école aujourd'hui. Il a également mis en avant des progrès en matière de sécurité, de renforcement des institutions de l'Etat et la gestion des ressources publiques.

Michel Martelly en Europe pour rencontrer des dignitaires européens et pour assister la cérémonie de consécration du cardinal haïtien Chibly Langlois

19/02/14: Le président Michel Martelly a laissé le pays ce mercredi pour une tournée européenne qui le conduira en Belgique, en Italie et en France. Au Vatican, le chef de l'État participera à la cérémonie de consécration par le pape François de 19 cardinaux dont l'haïtien Chibly Langlois. La cérémonie aura lieu le samedi 22 février. Michel Martelly sera également reçu en audience par le souverain pontife, le pape François.

Il aura également des discussions en Italie avec le président Giorgio Napolitano avant de se rendre en Belgique où il aura des entretiens avec des dignitaires de l'Union Européenne. Le chef de l'État se rendra d'abord à Paris pour répondre à une invitation de son homologue français François Hollande. Il aura également des entretiens avec le président de l'assemblée nationale française et des membres du gouvernement de Jean Marc Ayrault.

Réagissant à cette tournée qui intervient quelques jours après la visite du chef de l'État à Washington où il a été reçu par le président Barak Obama, le coordonnateur de l'Organisation du

Peuple en Lutte (OPL) dit croire que la communauté internationale est en train de faire des ouvertures au chef de l'État haïtien. "C'est au président Martelly de faire des efforts pour mériter de la confiance de de la population, a estimé M. Pierre-Etienne. Mais à Paris, une organisation presse le président Hollande de ne pas recevoir le chef de l'Etat haïtien et appelle à manifester pour protester contre la protection qu'il accorde à l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier.

Le président du sénat Dieuseul Simon Desras et son collègue Wenceslas Lambert ont laissé le pays ce mercredi à destination de Rome où ils prendront également part à cérémonie d'investiture du cardinal haïtien Chybyl Langlois et des 18 autres cardinaux créés par le Saint-Père le mois dernier.

<http://www.ahphaiti.org/ndujour.html>

Haïti-Elections : L'Union européenne réaffirme son appui aux élections en Haïti

Le président du Conseil européen a annoncé mardi, dans un communiqué de presse que l'Union Européenne envisage de verser 5 millions d'euros pour supporter les prochaines élections législatives et municipales en Haïti, a appris HPN.

La déclaration a été faite par le président du conseil européen Herman Van Rompuy suite à une rencontre avec le président haïtien, Michel Martelly, en visite officielle en Belgique. «L'UE est prête à soutenir la préparation des élections et de contribuer à hauteur de 5 millions d'euros en fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONU pour couvrir les coûts des élections », a déclaré M. Van Rompuy. Le diplomate européen a rappelé que l'UE est un « partenaire solide et fiable » d'Haïti, qui est un pays avec lequel sont créés des liens historiques, culturels et linguistiques. De plus, il a montré son soutien aux réformes déjà entreprises dans le pays, avons-nous appris. Par ailleurs, il dit espérer que le dialogue politique qui avait commencé en Décembre dernier peut contribuer aux efforts visant le développement durable socio- économique au bénéfice des parties.

<http://hpnhaiti.com/site/index.php/nouvelles/18-elections-2010/11880-haiti-elections-lunion-europeenne-reaffirme-son-appui-aux-elections-en-haiti>

Haïti: l'UE va contribuer à hauteur de cinq millions d'euros à la préparation des élections

L'Union européenne va contribuer à hauteur de cinq millions d'euros à la préparation des élections prévues cette année en Haïti, a annoncé le président du Conseil européen Herman Van Rompuy en recevant à Bruxelles le président haïtien Michel Martelly. Cet argent servira à couvrir «les coûts électoraux» et «d'autres mesures de soutien sont également en cours de considération», a ajouté M. Van Rompuy. Des élections législatives et municipales pourraient avoir lieu cette année à la suite d'un accord conclu récemment sous l'égide de l'Eglise catholique haïtienne entre l'exécutif, le Parlement et des partis politiques haïtiens. Aucune date n'a cependant encore été fixée pour la tenue des élections.

<http://www.sudinfo.be/945141/article/actualite/l-info-en-continu/2014-02-25/haiti-l-ue-va-contribuer-a-hauteur-de-cinq-millions-d-euros-a-la-preparati>

Haïti - Politique : Le Club de Madrid soutien la réforme démocratique en Haïti

19/02/14: Le Club de Madrid, le plus grand forum international d'anciens Présidents et Premiers Ministres démocratiquement élus et l'Union européenne (UE) lancent, en collaboration avec l'INURED (Institut inter Universitaire pour la Recherche et le Développement), le projet « Promotion du dialogue pour la réforme démocratique en Haïti ». L'objectif du projet est de soutenir les dirigeants haïtiens dans leurs efforts pour surmonter les défis politiques actuels et en parallèle, promouvoir le dialogue pour lever les obstacles structurels à la réforme démocratique en Haïti.

La première mission du Club de Madrid (2014) se déroule cette semaine à Haïti du 18 au 21 février 2014. La délégation est dirigée par Cassam Uteem, ancien Président de l'île Maurice (1992-2002) et Carlos Westendorp, Secrétaire général de l'organisation et ancien Ministre des Affaires Étrangères de l'Espagne. Ils partageront leur expérience et leur expertise avec les principaux dirigeants politiques d'Haïti, pour leur fournir des opinions politiques stratégiques.

Ne participant jamais directement dans le dialogue entre haïtiens, le défi consiste à aider, sur la base de la demande haïtienne, à définir leurs propres solutions à un certain nombre de grands défis auxquels le pays est confronté. Les sujets à l'ordre du jour sont la réforme constitutionnelle, le processus électoral, la cohésion sociale et la promotion des investissements.

Cette mission comprend des rencontres avec le Président Michel Martelly, le Premier Ministre, Laurent Lamothe, les Présidents du Sénat et de la Chambre des députés, la Conférence Épiscopale d'Haïti et d'autres organisations religieuses, ainsi que des représentants de la Minustah, de l'Organisation des États Américains (OEA) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

<http://www.haitilibre.com/article-10564-haiti-politique-le-club-de-madrid-soutien-la-reforme-democratique-en-haiti.html>

« Asyèt katon pouri lavi »

Le spectacle qui n'a rien camouflé

27/02/14: Pour la deuxième fois qu'elle enregistre une performance, la représentation théâtrale « Asyèt katon pouri lavi » met le doigt sur la plaie. Axé sur l'environnement, initié par l'organisation Oxfam Italie dans le cadre d'un projet d'intercommunalité, le spectacle, autour des assiettes en styrofoam, décroche le rideau de nos incompétences. Comble de la réalité, ceux qui ont assisté au spectacle ce mercredi 26 février à l'Institut français en Haïti étaient loin d'être spectateurs...



Vêtus de noir, trimbalant en bandoulière des sacs noirs en plastique, deux groupes d'interprètes entrent en scène. Ils marmonnent, la plupart pieds nus, sur un sol jonché de galets. Assiettes en styrofoam en main, ils se ravitaillent de tout ce qui traîne par terre, se rencontrent, s'entrecroisent sous le soleil de midi, avant de se figer, dans des expressions contraires. Le spectacle se déroulera entre récits et dialogues. Engageant une douzaine de comédiens dont Pascal Joseph, Coutechève Lavoie Aupont, Évens Dangervil et Alexandra Cevragène, « Asyèt katon pouri lavi » est cette création artistique collective guidée par l'artiste Marilena Crosato. Émaillée de danses et de chants, à l'honneur du théâtre communautaire, elle s'inscrit dans une action urbaine de sensibilisation aux thématiques de l'environnement et du recyclage. Le jeu a été bien fait. Le message, entendu et compris. Exécutant la scène de la vie quotidienne, les comédiens ont animé plusieurs personnages tels ivrognes, médiocres, déments, gens de l'art...

Le public, dispersé ça et là autour de ces corps en mouvement, s'en donnait à cœur joie, jusqu'à ce qu'il se découvre individualiste. Ennemi farouche de la propreté. Protagoniste de la pièce qui juxtaposait les avantages et les dangers des « asyèt katon ». « C'était l'objectif », reconnaît Alfredo Lo Cicero, chef de projet d'Oxfam Italie. En Haïti depuis 2010 pour la mise en place des projets sur l'environnement dans la ville des Cayes, vite tourné vers la stratégie de l'urgence, suite au séisme

du 12 janvier, il précise : « Cet exercice théâtral est une activité parmi quinze autres. Le projet porte sur la gouvernance, le dialogue entre l'autorité locale et l'association non étatique. Monter des pièces de théâtre sur des sujets liés à l'environnement est la meilleure méthode pour approcher la population, la sensibiliser, non seulement en lui délivrant les messages, mais surtout en lui apprenant à résoudre les problèmes. »

Est-ce pourquoi « Asyèt katon pouri lavi » a intégré le public. Petit composant d'un grand projet financé par l'Union européenne à hauteur de 75%, soit plus d'un million de dollars américains, selon Raphaël Brigandi, chargé des affaires politiques de la délégation en Haïti, le spectacle se produira 75 fois dans différents périmètres tels Cornillon, Ganthier, Thomazeau et Croix-des-Bouquets. D'autres thèmes dont le déboisement et le reboisement, la gestion de l'eau et l'hygiène de vie seront pris en considération. La tache, la prochaine prestation est prévue à Port-au-Prince à une date indéterminée. Faute d'espace, selon Marilena Crosato.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/128054/Le-spectacle-qui-na-rien-camoufle.html>